

F. 98 — 1936

[C - 98/27442]

16 JUILLET 1998. — Décret portant approbation de l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, annexé au présent décret, est approuvé.

Art. 2. Le présent décret produit ses effets le 15 mai 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil 386 (1997-1998). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 8 juillet 1998.

Discussion — Vote.

—
**Accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997
entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle**

Vu les articles 1^{er}, 39 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, IX, et § 3bis, et l'article 92bis, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle;

Considérant que l'existence de poches de chômage très importantes dans certaines communes nécessite l'adoption de mesures spécifiques pour celles-ci et, par conséquent, la modification de l'accord de coopération du 4 mars 1997;

L'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président, chargé des Pouvoirs subordonnés, de l'Emploi et des Monuments et Sites,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 3, alinéa 2 de l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle est complété par la disposition suivante :

« Cette disposition sera levée à partir du 1^{er} juillet 1998, après modification de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand de manière à ne pas pouvoir considérer un travailleur engagé dans un programme de transition professionnelle comme travailleur nouvellement engagé en application du Maribel social et après mise en place de la procédure de contrôle du respect de cette disposition par les administrations compétentes. »

Art. 2. § 1^{er}. L'article 6 du même accord de coopération est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent accord de coopération, les bénéficiaires de l'aide sociale inscrits au registre de la population et qui n'ont pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité, sont assimilés aux bénéficiaires du minimex. »

§ 2. A partir du moment où le plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi, institué par le chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, aura été élargi aux jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficient depuis au moins 9 mois d'allocations de chômage ou d'allocations d'attente (la période d'attente étant assimilée) l'alinéa 1er de l'article 6 du même accord de coopération sera remplacé par la disposition suivante :

« Peuvent être engagés dans un programme de transition professionnelle :

- les chômeurs complets demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, qui ne disposent pas d'un diplôme, d'une attestation ou d'un brevet de l'enseignement secondaire supérieur, et qui, au jour de l'engagement, soit bénéficient d'allocations d'attente et sont inscrits comme demandeur d'emploi depuis au moins neuf mois, soit bénéficient d'allocations de chômage depuis au moins neuf mois, soit bénéficient du minimum de moyens d'existence depuis au moins neuf mois;

- les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations d'attente et qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins 12 mois;

- les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations de chômage depuis au moins 24 mois, dont les chômeurs qui ont effectué des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi;

- et les demandeurs d'emploi qui bénéficient du minimum de moyens d'existence depuis au moins 12 mois. »

Art. 3. A l'article 7 du même accord de coopération, sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« L'Etat fédéral s'engage dans les conditions de cet accord, à garantir pour chaque travailleur remplissant les conditions de l'article 6, occupé dans un programme reconnu, l'octroi d'une allocation de 10.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps et de 13.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à 4/5 temps ».

2. au § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

« Pour les travailleurs qui ont effectué précédemment des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, cette allocation forfaitaire est majorée de 2.000 F.

Pour les travailleurs qui résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage qui dépasse de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, l'allocation forfaitaire s'élève à 17.500 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps et à 22.000 F par mois s'il est occupé au moins à 4/5 temps. Le montant de l'allocation forfaitaire est fixé à la date du début de l'exécution du contrat de travail et reste valable pour toute la durée d'occupation dans les liens de ce contrat de travail, sans préjudice de la durée maximale de prise en compte de l'emploi dans le cadre du programme de transition professionnelle prévue à l'article 9.

Les interventions majorées visées au présent alinéa ne sont pas cumulables. Elles ne peuvent, en principe, entraîner de réduction de l'intervention des Régions et viennent par conséquent, en principe, en déduction de la quote-part éventuelle de l'employeur »

3. le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Les Régions s'engagent, si elles réduisent le montant de leur intervention pour les travailleurs qui résident habituellement dans les communes ayant un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, à investir les moyens financiers ainsi dégagés au financement d'emplois supplémentaires dans le cadre des programmes de transition professionnelle. »

4. l'article est complété par un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. La liste des communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région est fixée annuellement par l'Office national de l'Emploi et est valable pour la période du 1er septembre au 31 août de l'année suivante. La liste des communes concernées est établie pour la première fois sur base des données de chômage au 30 juin 1997. »

Art. 4. L'article 9 du même accord de coopération est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les travailleurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail dont le régime de travail est au moins égal à un mi-temps.

Leur emploi est pris en compte dans le programme de transition professionnelle pendant deux ans maximum.

Pour les travailleurs qui ont effectué précédemment des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour les travailleurs qui résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année et, pour la première fois, le 30 juin 1997 un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région, la période d'emploi prise en compte dans le cadre d'un programme de transition professionnelle peut être portée à trois ans maximum.

Les contrats de travail en cours au moment où le taux de chômage communal cesse de dépasser de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région peuvent être exécutés jusqu'à leur terme. »

Art. 5. A l'article 11 du même accord de coopération, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Ils communiquent également, au plus tard le 1er juillet :

1° le nombre exprimé en équivalents temps plein de travailleurs occupés au cours de l'année civile écoulée dans les programmes de transition professionnelle;

2° un relevé détaillé reprenant les moyens financiers mis en oeuvre effectivement au cours de l'année civile écoulée dans les programmes de transition professionnelle, le cas échéant conjointement avec les Communautés ou les Commissions communautaires. »

Art. 6. L'article 13 du même accord de coopération est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Les Régions prévoient d'occuper, en moyenne, dans le programme de transition professionnelle, le nombre de travailleurs suivant :

| | <u>1998</u> | <u>1999</u> |
|----------------------------------|-------------|-------------|
| — Région flamande : | 6.000 | 6.000 |
| — Région wallonne : | 3.000 | 3.000 |
| — Région de Bruxelles-Capitale : | 800 | 1.000 |

Art. 7. Dans le même accord de coopération, il est inséré un article 16 rédigé comme suit :

« Art. 16. Dispositions transitoires et finales.

Les parties contractantes s'engagent à prendre, chacune dans le cadre de ses compétences, les mesures nécessaires à l'exécution du présent accord de coopération modificatif dans les meilleurs délais. Cet accord de coopération entre en vigueur au plus tard le 15 mai 1998.

L'allocation forfaitaire de 12.000 F par mois prévue à l'article 7, § 1er, de l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle avant qu'il ait été modifié par le présent accord de coopération, reste d'application en cas d'occupation à 3/4 temps au moins dans les liens d'un contrat de travail qui a commencé à être exécuté avant le 1^{er} janvier 1999 et aussi longtemps que ce contrat de travail n'a pas pris fin. »

Bruxelles, le 15 mai 1998 en 6 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

M. SMET,

Ministre de l'Emploi et du Travail

J. PEETERS,

Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale

Pour la Région flamande :

L. VAN DEN BRANDE,

Ministre-Président

Th. KELCHTERMANS,

Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi

Pour la Région wallonne :

R. COLLIGNON,

Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Ch. PICQUE,

Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 1936

[C - 98/27442]

16. JULI 1998 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das dem vorliegenden Dekret beigefügte Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms wird genehmigt.

Art. 2 - Das vorliegende Dekret tritt am 15. Mai 1998 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

Note

(1) Sitzung 1997-1998

Dokumente des Rats 386 (1997-1998). Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 8. Juli 1998.

Diskussion — Abstimmung.

**Zusammenarbeitsabkommen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997
zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms**

Aufgrund der Artikel 1, 39 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, IX und § 3bis und des Artikels 92bis, § 1;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms;

In der Erwägung, daß die hohe Arbeitslosigkeit in manchen Gemeinden die Verabschiedung spezifischer Maßnahmen notwendig macht, und daß das Zusammenarbeitsabkommen vom 4. März 1997 folglich abzuändern ist;

Der Föderalstaat, vertreten durch den Minister für Beschäftigung und Arbeit und durch den Staatssekretär für Soziale Eingliederung;

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Flämischen Ministers für Umwelt und Beschäftigung;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Vorsitzenden und in der Person des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten, beauftragt mit den Untergeordneten Behörden, der Beschäftigung, den Denkmälern und Landschaften;

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Artikel 3, Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Diese Bestimmung wird ab dem 1. Juli 1998 aufgehoben, im Anschluß an die Abänderung von Artikel 4, § 2 des Königlichen Erlasses vom 5. Februar 1997 zur Einführung von Maßnahmen zur Förderung der Beschäftigung im nicht-kommerziellen Sektor und nach der Einführung eines Verfahrens, das die Überprüfung der Beachtung dieser Bestimmung durch die zuständigen Behörden ermöglicht, um zu verhindern, daß ein im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigter Arbeitnehmer als in Anwendung der Maßnahme "Maribel social" neu eingestellter Arbeitnehmer betrachtet werden kann.»

Art. 2 - § 1. Artikel 6 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden die Sozialhilfeempfänger, die in dem Bevölkerungsregister eingetragen sind und aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben, den Empfängern des Existenzminimums gleichgestellt.»

§ 2. Sobald der durch Kapitel II des Titels IV des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 über soziale und sonstige Bestimmungen eingeführte Beschäftigungsplan für die Förderung der Einstellung von Arbeitsuchenden auf jene Arbeitslosen, die das Alter von 25 Jahren noch nicht erreicht haben, die kein Abschlußdiplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts besitzen und die seit mindestens 9 Monaten Arbeitslosengeld oder Wartegeld beziehen (die Wartezeit wird der Arbeitslosigkeit gleichgestellt), ausgedehnt worden ist, wird der erste Absatz des Artikels 6 desselben Zusammenarbeitsabkommens durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Können im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms eingestellt werden:

- Die Vollzeitbeschäftigten, die das Alter von 25 Jahren noch nicht erreicht haben, die kein Diplom, keine Bescheinigung oder kein Abschlußzeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts besitzen und die am Tag ihrer Einstellung entweder Wartegeld beziehen und seit mindestens 9 Monaten als Arbeitsuchende eingetragen sind, oder seit mindestens 9 Monaten Arbeitslosengeld beziehen, oder seit mindestens 9 Monaten das Existenzminimum beziehen;

- Die Vollarbeitslosen, die Wartegeld beziehen und die seit mindestens 12 Monaten als Arbeitsuchende eingetragen sind;

- Die Vollarbeitslosen, die seit mindestens 24 Monaten Arbeitslosengeld beziehen, zu denen u.a. jene Arbeitslosen zu zählen sind, die im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Leistungen erbracht haben;

- Die Arbeitsuchenden, die seit mindestens 12 Monaten das Existenzminimum beziehen.»

Art. 3 - Artikel 7 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt abgeändert:

1. in § 1 wird Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Gemäß den Bedingungen dieses Abkommens verpflichtet sich der Föderalstaat, jedem Arbeitnehmer, der die Bedingungen von Artikel 6 erfüllt und im Rahmen eines anerkannten Programms beschäftigt wird, eine monatliche Zulage von 10.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbtags beschäftigt ist, und von 13.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens zu vier Fünfteln einer Vollzeitbeschäftigung beschäftigt ist, zu gewähren.»

2. in § 1 wird zwischen die Absätze 1 und 2 folgender Absatz eingefügt:

«Für jene Arbeitnehmer, die vorher im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Leistungen erbracht haben, wird diese Pauschalzulage um 2.000 BEF erhöht.

Jenen Arbeitnehmern, die ihren gewöhnlichen Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, in denen die Arbeitslosigkeit am 30. Juni jedes Jahres die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Region um mindestens 20 % übersteigt, wird eine Pauschalzulage von monatlich 17.500 BEF gewährt, wenn sie mindestens halbtags beschäftigt sind und von monatlich 22.000 BEF, wenn sie mindestens zu vier Fünfteln einer Vollzeitbeschäftigung beschäftigt sind. Der Betrag der Pauschalzulage wird an dem Tag festgelegt, an dem der Arbeitsvertrag in Kraft tritt. Er bleibt gültig für die gesamte Beschäftigungsdauer innerhalb des Vertragsverhältnisses, unbeschadet der in Artikel 9 im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms berücksichtigten maximalen Beschäftigungsdauer.

Die erhöhten finanziellen Beteiligungen, die in dem vorliegenden Absatz festgelegt sind, sind nicht kumulierbar. Sie dürfen grundsätzlich nicht zu einer Verringerung der regionalen Beteiligungen führen und werden grundsätzlich von der ggf. durch den Arbeitgeber gezahlten Beteiligung abgezogen.»

3. § 3 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Im Falle einer von den Regionen beschlossenen Verringerung des Betrags der Beteiligung für die Arbeitnehmer, die ihren gewöhnlichen Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, in denen die Arbeitslosigkeit die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Region um mindestens 20 % übersteigt, verpflichten die Regionen sich, die auf diese Weise freigesetzten Mittel zur Finanzierung von zusätzlichen Arbeitsplätzen im Rahmen der beruflichen Übergangsprogramme zu verwenden.»

4. Der vorerwähnte Artikel wird durch einen § 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 5. Die Liste der Gemeinden, in denen die Arbeitslosigkeit am 30. Juni jedes Jahres die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Region um mindestens 20 % übersteigt, wird jährlich durch das Landesarbeitsamt festgelegt und ist gültig für den Zeitraum vom 1. September bis zum 31. August des darauffolgenden Jahres. Die Liste der betreffenden Gemeinden wird zum ersten Mal auf der Grundlage der Arbeitslosenzahlen am 30. Juni 1997 festgelegt.»

Art. 4 - Artikel 9 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 9 - Die Arbeitnehmer werden auf der Grundlage eines Arbeitsvertragsverhältnisses eingestellt, dessen Arbeitsregelung mindestens einer Halbzeitbeschäftigung entspricht.

Ihre Beschäftigung wird im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms während maximal zwei Jahren berücksichtigt.

Für jene Arbeitnehmer, die vorher im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Leistungen erbracht haben, oder die ihren gewöhnlichen Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, in denen die Arbeitslosigkeit am 30. Juni jedes Jahres und zum ersten Mal am 30. Juni 1997 die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Region um mindestens 20 % übersteigt, kann die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms berücksichtigte Beschäftigungsdauer jedoch maximal drei Jahre betragen.

Falls die Arbeitslosigkeit der Gemeinde die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Region nicht mehr um mindestens 20% übersteigt, können die laufenden Arbeitsverträge nichtsdestotrotz zu Ende geführt werden.»

Art. 5 - In Artikel 11 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Sie übermitteln ebenfalls bis spätestens zum 1. Juli folgende Angaben:

1° die in Volleinheiten ausgedrückte Anzahl Arbeitnehmer, die im Laufe des vergangenen Kalenderjahres im Rahmen von beruflichen Übergangsprogrammen beschäftigt wurden;

2° eine ausführliche Aufstellung der im Laufe des vergangenen Kalenderjahres für berufliche Übergangsprogramme effektiv verwendeten Finanzmittel, ggf. gemeinsam mit den Gemeinschaften oder Gemeinschaftskommissionen.»

Art. 6 - Artikel 13 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 13 - Die Regionen planen, im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms durchschnittlich die folgende Anzahl Arbeitnehmer zu beschäftigen:

| | <u>1998</u> | <u>1999</u> |
|------------------------------|-------------|-------------|
| — Flämische Region: | 6.000 | 6.000 |
| — Wallonische Region: | 3.000 | 3.000 |
| — Region Brüssel-Hauptstadt: | 800 | 1.000 |

Art. 7 - In dasselbe Zusammenarbeitsabkommen wird ein Artikel 16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 16 - Übergangs- und Schlußbestimmungen.

Die Vertragsparteien verpflichten sich, jede innerhalb ihres Zuständigkeitsbereiches, alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, um das vorliegende abändernde Zusammenarbeitsabkommen unverzüglich durchzuführen. Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt spätestens am 15. Mai 1998 in Kraft.

Die in Artikel 7, § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms angeführte Pauschalzulage von 12.000 BEF, die vor der Abänderung durch das vorliegende Abkommen festgelegt wurde, bleibt anwendbar, wenn der Arbeitnehmer wenigstens zu drei Vierteln einer Vollzeitbeschäftigung in einem vor dem 1. Januar 1999 begonnenen Arbeitsvertragsverhältnis beschäftigt wird, und zwar so lange, bis der Arbeitsvertrag abläuft.»

Am 15. Mai 1998 zu Brüssel in sechs Originalausfertigungen ausgestellt.

Für den Föderalstaat:

Die Ministerin für Beschäftigung und Arbeit,
M. SMET

Der Staatssekretär für Soziale Eingliederung,
J. PEETERS

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident,
L. VAN DEN BRANDE

Der Flämische Minister für Umwelt und Beschäftigung,
T. KELCHTERMANS

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Vorsitzende,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident, beauftragt mit den Untergeordneten Behörden, der Beschäftigung und den Denkmälern und Landschaften,
Ch. PICQUE

VERTALING

N. 98 — 1936

[C — 98/27442]

16 JULI 1998. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten houdende wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten houdende wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's is goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 15 mei 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken van de Raad 386 (1997-1998). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 8 juli 1998.

Bespreking. — Stemming

Samenwerkingsakkoord houdende wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's

Gelet op de artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, en § 3bis, en op artikel 92bis, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's;

Overwegende dat het hoge werkloosheidscijfer van sommige gemeenten specifieke maatregelen vergt en, bijgevolg, de wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en de Vlaamse Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Artikel 3, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze bepaling wordt opgeheven op 1 juli 1998, na wijziging van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, opdat een in het kader van het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemer niet kan worden beschouwd als een werknemer die onlangs in dienst werd genomen op grond van de "sociale Maribel"-maatregel en na de instelling van de procedure voor de controle op de naleving van deze bepaling door de bevoegde besturen. »

Art. 2. § 1. Artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden de in het bevolkingsregister ingeschreven begunstigden van sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum, gelijkgesteld met bestaansminimumtrekkers. »

§ 2. Zodra het bij hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen ingestelde banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden uitgebreid wordt tot de jongeren van minder dan 25 jaar die geen diploma van het hoger secundair onderwijs hebben en sinds ten minste 9 maanden werkloosheids- of wachttuitkeringen (wachttijd ingerekend) genieten, wordt het eerste lid van artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord vervangen als volgt :

« De volgende personen kunnen aangeworven worden in het kader van een doorstromingsprogramma :

- de volledig werklozen van minder dan 25 jaar die niet in het bezit zijn van een diploma, een getuigschrift of een brevet van het hoger secundair onderwijs en die de dag vóór hun indienstneming, hetzij wachttuitkeringen ontvangen en sinds ten minste 9 maanden als werkzoekenden ingeschreven zijn, hetzij sedert ten minste 9 maanden werkloosheidsuitkeringen of het bestaansminimum ontvangen;

- de volledig werklozen die wachttuitkeringen ontvangen en sinds ten minste 12 maanden als werkzoekenden ingeschreven zijn;

- de volledig werklozen die sedert ten minste 24 maanden werkloosheidsuitkeringen ontvangen, onder wie de werklozen die diensten hebben verstrekt in het kader van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap;

- de werkzoekenden die sedert ten minste 12 maanden het bestaansminimum ontvangen. »

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De Federale overheid verbindt er zich toe onder de voorwaarden van dit akkoord een forfaitaire vergoeding van 10.000 BEF per maand toe te kennen aan elke werknemer die de voorwaarden van artikel 6 vervult en aangeworven is in het kader van een erkend programma, indien hij ten minste halftijds tewerkgesteld is, en van 13.000 BEF per maand indien hij ten minste 4/5 tijds tewerkgesteld is. »

2. in § 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Voor de werknemers die diensten hebben verstrekt in het kader van het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap wordt deze forfaitaire vergoeding verhoogd met 2.000 BEF.

Voor de werknemers die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidscijfer dat jaarlijks op 30 juni ten minste 20% hoger is dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van hun Gewest, bedraagt de forfaitaire vergoeding 17.500 BEF per maand indien de werknemer ten minste halftijds tewerkgesteld is, en 22.000 BEF per maand indien hij ten minste 4/5 tijds tewerkgesteld is. Het bedrag van de forfaitaire vergoeding wordt vastgesteld de dag waarop de arbeidsovereenkomst begint te lopen en blijft geldig gedurende de hele tewerkstellingsperiode, onverminderd de in artikel 9 bedoelde maximale duur waarvoor de betrekking in aanmerking wordt genomen in het kader van de doorstromingsprogramma's.

De in dit lid bedoelde verhoogde bijdragen mogen niet gecumuleerd worden. Ze mogen in principe geen aanleiding geven tot een vermindering van de bijdrage van de Gewesten en komen dus, in principe, in mindering van het eventuele aandeel van de werkgever. »

3. § 3 wordt aangevuld als volgt :

« Indien de Gewesten een lagere bijdrage toekennen voor de werknemers die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidscijfer dat minstens 20% hoger is dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van hun Gewest, verbinden zij er zich toe de alsoo vrijgemaakte middelen te gebruiken voor de financiering van bijkomende banen in het kader van de doorstromingsprogramma's. »

4. het artikel wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De lijst van de gemeenten met een werkloosheidscijfer dat jaarlijks op 30 juni ten minste 20 % hoger is dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van hun Gewest wordt jaarlijks door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vastgesteld en geldt van 1 september tot 31 augustus van het volgende jaar. De lijst van de betrokken gemeenten wordt voor het eerst opgemaakt op grond van de werkloosheidscijfers op 30 juni 1997. »

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De werknemers worden aangeworven bij een arbeidsovereenkomst die ten minste een halftijdse baan betreft.

Hun tewerkstelling in het kader van een doorstromingsprogramma duurt maximum twee jaar.

De tewerkstellingsduur in het kader van een doorstromingsprogramma kan verhoogd worden tot maximum drie jaar voor de werknemers die vroeger diensten hebben verstrekt in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en voor de werknemers die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidscijfer dat jaarlijks op 30 juni, en voor het eerst op 30 juni 1997, ten minste 20 % hoger is dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van hun Gewest.

De arbeidsovereenkomsten die lopen op het moment dat het gemeentelijke werkloosheidscijfer ophoudt het gemiddelde werkloosheidscijfer van het Gewest met ten minste 20 % te overschrijden, kunnen uitgevoerd worden tot ze vervallen. »

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Zij moeten uiterlijk 1 juli eveneens de volgende gegevens verstrekken :

1° het in voltijdse equivalenten uitgedrukte aantal werknemers die tijdens het afgelopen burgerlijk jaar in het kader van de doorstromingsprogramma's waren tewerkgesteld;

2° een gedetailleerde lijst van de geldmiddelen die het afgelopen burgerlijk jaar werkelijk werden aangewend in het kader van de doorstromingsprogramma's, in voorkomend geval, samen met de Gemeenschappen of de Gemeenschappelijke Commissies. »

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De Gewesten verwachten gemiddeld het volgende aantal werknemers tewerk te stellen in het kader van de doorstromingsprogramma's :

| | <u>1998</u> | <u>1999</u> |
|------------------------------------|-------------|-------------|
| — Vlaams Gewest : | 6.000 | 6.000 |
| — Waals Gewest : | 3.000 | 3.000 |
| — Brussels Hoofdstedelijk Gewest : | 800 | 1.000 |

Art. 7. In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt een artikel 16 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16. Overgangs- en slotbepalingen.

De ondertekende partijen verbinden er zich toe, ieder in het kader van haar bevoegdheden, de nodige maatregelen te nemen om dit samenwerkingsakkoord zo spoedig mogelijk uit te voeren. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking uiterlijk 15 mei 1998.

De forfaitaire vergoeding van 12.000 BEF per maand, bedoeld in artikel 7, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's vóór de wijziging ervan bij dit samenwerkingsakkoord, blijft van toepassing in geval van ten minste : tijdse tewerkstelling krachtens een arbeidsovereenkomst die aanvangt op 1 januari 1999 en tot de einddatum ervan. »

Gedaan te Brussel, op 15 mei 1998 in 6 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

M. SMET,

Minister van Tewerkstelling en Arbeid

J. PEETERS,

Staatssecretaris voor Maatschappelijk Integratie

Voor het Vlaamse Gewest :

L. VAN DEN BRANDE,

Minister-President

I. KELCHTERMANS,

Vlaams Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling

Voor het Waalse Gewest :

R. COLLIGNON,

Minister-President

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Ch. PICQUE,

Minister-President, bevoegd voor Ondergeschikte Besturen, Werkgelegenheid, Monumenten en Landschappen



F. 98 — 1937

[C - 98/27444]

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997
créant un programme de transition professionnelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié par le décret du 16 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 11 mai 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 21 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que cet arrêté est essentiel pour permettre aux employeurs et aux travailleurs de bénéficier des dispositions plus favorables qu'il prévoit conformément à l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, à l'accord de coopération du 3 juin 1998 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition